

LES JEUNES DÉMUNIS ET L'AUTOMOBILE

Trois opportunités pour survivre dans la ville⁽¹⁾

Abdou TOURÉ

Sociologue, Centre O.R.S.T.O.M. de Petit Bassam, Ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique, Abidjan, Côte d'Ivoire

MOTS-CLÉS : Jeunes — Néo-citadins — Pauvreté — Débrouillardise — Délinquance — Mendicité — Automobile — Gardiennage — Laveur de voiture — Abidjan.

KEY WORDS : Young people — New townsmen — Poverty — Resourcefulness — Delinquency — Mendicancy — Car — Keeping — Car cleaner — Abidjan.

Quand les temps sont durs, les hommes deviennent extraordinairement imaginatifs. Ainsi, l'automobile que l'on peut, à juste titre, considérer comme un indicateur socio-économique, aussi bien au niveau de l'individu qu'à celui de la société, a fait naître autour d'elle une multitude de petits métiers qui honorent les marginaux comme esprits inventifs. En voici trois exemples.

Le pompeur de pneus

A l'instar des grandes métropoles occidentales, Abidjan connaît déjà les affres des embouteillages et des interminables recherches de parking. Et, lorsque, las de tourner sans succès, un automobiliste se résigne à stationner en un endroit interdit en espérant échapper à l'œil vigilant des agents de police, il prend un risque qui peut lui coûter quelques centaines de francs (CFA).

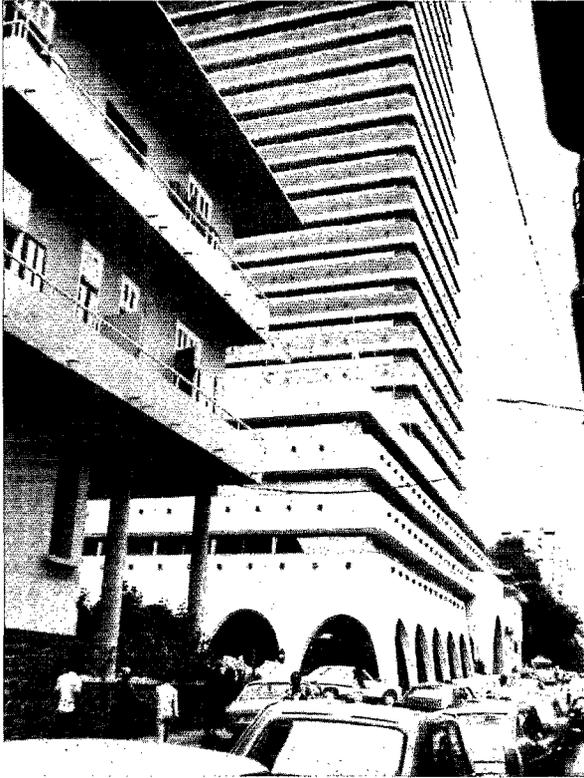
Les contraventions pour stationnement interdit sont devenues inefficaces à Abidjan. D'ailleurs, bien des conducteurs s'empressent de troquer leur permis de conduire contre le papier que délivre l'agent, parce qu'ils ont un ami policier, un parent ou un ami ayant pour ami un policier qui peut, sans frais, récupérer le permis confisqué. Alors, que faire devant la généralisation de telles pratiques ? Des parcmètres

pour freiner l'anarchie dans la circulation au Plateau ? On y a pensé : mais ils n'ont été mis en service qu'à partir du 1^{er} décembre 1979 pour cesser de fonctionner moins d'un an après, le 6 septembre 1980. Et avant ? Avant cette date (déc. 79), la police a imaginé une solution dont se souviennent encore maints automobilistes indisciplinés : sans tambour ni trompette, les agents se sont mis à dégonfler les quatre roues des véhicules en stationnement illicite !

Annongant le fonctionnement prochain des parcmètres, *Fraternité-Matin* nous rappelle ce que certains ont déjà tristement vécu : « Pour la police urbaine dont les effectifs sont très réduits, la tâche est ardue, car la mise au pas des usagers indisciplinés vient s'ajouter à sa tâche d'organisation du trafic. Voulant mettre un peu d'ordre dans ce capharnaüm, elle a, depuis quelques mois, employé les grands moyens : nombreux ont été les automobilistes un peu trop « gonflés » à retrouver leurs pneus complètement à plat ! » (F.M. du 30/11/1979). Mais ce que notre quotidien ne nous dit pas, sans doute par ignorance, c'est le parti qu'un homme plein d'imagination a su tirer de cette situation.

En effet, un homme eut alors l'idée géniale d'exploiter cette action déconcertante mais salutaire de la police en se promenant armé d'une pompe. Dès qu'il apercevait un véhicule en détresse, il jubilait, manifestement heureux d'offrir ses services au malheureux

(1) Article tiré d'un ouvrage en préparation, à paraître aux Éditions Karthala sous le titre : « Les petits métiers à Abidjan. L'imagination au secours de la conjoncture ». Le titre de cet article est de la Rédaction.



Une source d'inspiration : les voitures en mal de stationnement dans le quartier du Plateau

(Photo et légende de Ph. HAERINGER)

conducteur qui, d'abord surpris, acceptait ensuite de déboursier 800 F CFA pour son salut, à raison de 200 F par roue ! Huit cents francs pour un dépannage instantané, quelle aubaine pour l'inventeur d'un métier que jamais personne n'avait imaginé avant lui, et qui arrange finalement bien des contrevenants.

Condamné à imaginer pour survivre, cet homme devra, peu de temps après, se reconverter à un autre métier. Car bientôt le centre nerveux de la ville, le quartier administratif et commercial nommé Plateau, sera équipé de parcmètres dont les tarifs seront jugés exorbitants : 100 F CFA les 30 minutes ! Ils seront donc supprimés à la suite d'une satire télévisuelle réalisée et présentée par Léonard GROGHEP, comédien ivoirien, dans son émission hebdomadaire « Comment ça va ? ».

Dégonfler les roues a donné naissance à un petit métier, arrêter de les dégonfler a mis fin à l'exercice de ce petit métier : une situation donnée favorise l'écllosion d'une activité lucrative qui disparaît aussi spontanément qu'elle a vu le jour, parce que dépendante de la situation qui, elle aussi, a cessé d'exister. Saisir de telles aubaines, ou plutôt imaginer aussi

promptement une activité, c'est être très attentif à l'évolution de la société et en observer les moindres brèches. Mais ne perdons pas de vue la précarité de telles activités et donc le recours permanent à l'imagination face aux micro-changements sociaux, sous peine de végéter.

Entretiens, le 1^{er} mars 1980, un nouveau système répressif avait renforcé le pouvoir des parcmètres en punissant sévèrement les automobilistes qui ne s'acquittaient pas des tarifs dans les limites du temps chronométré. *Fraternité-Matin* en informe les usagers : « Au-delà de 30 minutes de dépassement, les choses deviennent plus sérieuses car le propriétaire du véhicule trouve ce dernier bloqué par un « sabot ». En outre un deuxième papillon s'est adjoint au premier, l'amende s'élevant alors à 4.500 F, payable avec timbres. A partir de 17 h 30 (car 18 heures marquent la fin de la réglementation) la situation prend une tournure tragique pour les véhicules munis d'un sabot : ils sont en effet emmenés à la fourrière par les camions de la Mairie et l'amende s'élève alors à 15.000 francs ». Et lorsque le 6 septembre 1980 on intimera l'ordre aux parcmètres de cesser d'avaler gloutonnement les pièces de 100 F, seul continuera le système d'enlèvement des véhicules en infraction. Mais les camions-grues n'étant pas assez nombreux pour couvrir les besoins, *Fraternité-Matin* s'interroge : « Les parcmètres vont-ils être définitivement supprimés ou bien va-t-on substituer un nouveau système de prise en charge du stationnement à l'ancien ? » Puis constate avec regret : « dans l'immédiat, les embouteillages ont recouvré leur liberté » (F.M. du 9/9/1980).

Après la brève expérience des parcmètres, tout semble rentrer dans l'ordre anarchique. C'est alors qu'entrent en activité d'autres marginaux qui vont s'auto-baptiser « indicateurs de parking » et « gardiens de voiture ».

Indicateurs de parking et gardiens de voiture

Des jeunes, non scolarisés ou déscolarisés pour la plupart, ont entrepris de gagner quelques pièces au Plateau en indiquant des places libres aux automobilistes en quête de parking. Très vigilants, ils détectent assez facilement l'automobiliste en quête de place et lui font signe d'assez loin. Quand ce dernier occupe l'espace indiqué, le jeune lui propose de garder la voiture. Généralement, une loi implicite oblige l'automobiliste averti à accepter l'offre qui, d'ailleurs, n'augmente pas le coût du service, puisque l'on donne ce que l'on veut : entre 50 et 100 F, ou plus si l'on est généreux.

Mais quel est le contenu de cette loi implicite et comment a-t-elle pris naissance ?

Elle est née de la délinquance juvénile dont le développement semble inquiéter les autorités. Président de chambre à la Cour d'Appel d'Abidjan, M. Sarr Mass nous informe que « le tribunal pour enfants, dans les limites de sa compétence territoriale, a reçu en 1980-1981 1700 affaires (...). 90 % de ces cas de procédures sont des délits de vol ou infractions assimilées, des agressions et vagabondage. 80 % des enfants sont issus de basse couche sociale, aussi bien de familles unies que désunies, mais le cas de ceux des familles désunies est des plus dramatiques » (F.M. du 27/7/1982, p. 5). Ce texte est suffisamment parlant pour ne pas exiger de commentaire. Il nous reste cependant à montrer les rapports entre la délinquance juvénile et le gardiennage de voiture : ce petit métier est né de ce que les jeunes délinquants pillent les voitures en brisant les vitres des portières quand ils ne parviennent pas à les ouvrir avec art et sans dommage. Mais puisque ce genre de vol a fini par devenir un fléau, que la police y est devenue sensible, que des jeunes suspects ou pris sur le fait ont été appréhendés... d'autres jeunes (les mêmes vraisemblablement) ont imaginé de garder les véhicules.

Un besoin de sécurité existant désormais chez les automobilistes, il fallait y apporter une solution. Alors, tous les jours, et les soirs devant les salles de cinéma du Plateau, des jeunes attendent. Vagabonds ? Certes ! Délinquants ? Impossible de l'affirmer avec certitude bien qu'entre vagabondage et délinquance il n'y ait quasiment pas de fossé. Le jeune qui propose de garder la voiture est-il dangereux ou non ? Difficile à dire ! Dans le doute, il vaut mieux accepter l'offre de gardiennage de peur que le « gardien » frustré ne se transforme en délinquant piller. Tout se passe comme si l'acceptation, qui signifie pour le « gardien » un pacte de non-agression, tuait dans l'œuf tout désir éventuel de pillage. Car, on l'a constaté, des refus ont entraîné, comme par hasard, des dommages sur des voitures.

Ce qui a particulièrement retenu l'attention du sociologue, dans cette relation d'interdépendance entre automobilistes et jeunes gardiens de voitures, c'est que le prix payé pour leur sécurité (ou celle de leurs véhicules) permet aux propriétaires de se protéger contre les jeunes démunis. Voici explicité le contenu de la loi implicite qui n'apparaît pas toujours clairement à la conscience de certains payeurs : donner de l'argent à des individus afin qu'ils vous protègent contre eux-mêmes ! Payer n'est pas faire l'aumône, ce n'est pas un geste de bienfaisance. Ne vaut-il pas mieux exercer un métier honnête qui rapporte quelques sous, plutôt que de s'adonner à la mendicité ou au vol et être perpétuellement traqué par la police ?

On peut aussi se poser la question de savoir s'il ne

s'agirait pas, par un juste retour des choses, d'une sorte d'amende payée par les nantis pour se racheter de l'injustice sociale qui leur profite et dont ces jeunes sont les victimes. Car, en fait, ces jeunes sont les produits de la société ivoirienne visiblement confrontée à des contradictions qu'elle se révèle incapable de surmonter. Il faut donc en payer le prix soit en étant victime d'une agression quelconque, soit en donnant de l'argent pour sa sécurité.

Que des jeunes démunis, abandonnés à eux-mêmes et prompts à se muer en agresseurs, aient réussi, au terme d'une lutte pour la survie, à imposer leur loi aux automobilistes... n'est-ce pas une belle tentative inconsciente de rééquilibrage de la société ?

Laveurs de voitures au Banco

A l'orée de la forêt du Banco (à la sortie nord d'Abidjan), s'étend sur quelques cent mètres carrés une cuvette d'eau perpétuellement alimentée par une source, laquelle part du cœur de cette forêt pour terminer sa course dans la lagune. D'abord exploitée par les laveurs de linge ou blanchisseurs d'origine voltaïque et nigérienne, cette étendue d'eau a fini par inspirer les jeunes Ivoiriens. Armés de seaux, d'éponges et de savon, ces jeunes se rendent à cet endroit tous les matins à 6 heures pour entamer une dure journée de travail consistant à laver des voitures.

Lorsque, le 6 août 1982, je leur rends visite et leur explique mon projet, l'un d'entre eux m'interroge :

- *Vous êtes journaliste ?*
- *Non, je suis sociologue, j'aimerais écrire un livre sur ce que vous faites*
- *Y-a un journaliste qui est venu ici l'an dernier, il nous a posé des questions et puis il a mis notre photo dans *Fraternité-Matin**
- *Oui je sais, voici la photo (et je leur montre l'article signé Bim Yéti que j'avais découpé), je le connais bien, d'ailleurs il m'a parlé de vous et m'a encouragé à venir vous voir.*

Alors, à l'exception de celui qui, après une bousculade, a fini par obtenir de laver ma voiture, tous viennent m'entourer, prêts à répondre à mes questions. Un entretien riche en informations s'instaure au cours duquel huit d'entre eux s'ouvrent à moi.

A l'analyse des résultats de l'enquête, la référence à l'ethnie retient d'emblée notre attention. Elle est abondamment illustrée dès le second entretien par le jeune Armel qui nous expose l'histoire d'une escroquerie dont ils ont été victimes et dont l'actrice principale se trouve être une femme de la même ethnie que la majorité des jeunes laveurs de voitures.

Après avoir refusé la proposition d'un « monsieur » qui prétendait créer une entreprise de laveurs en

recueillant toutes les recettes journalières afin de les redistribuer à la fin du mois, ils ne montrent aucune méfiance lorsqu'une dame se présente à eux en leur faisant la même proposition : elle avait intelligemment exhibé son appartenance ethnique. A notre question : « *Elle veut donc s'associer au monsieur pour vous faire travailler?* », Armel répond : « *Voilà, c'est ça! Mais comme c'est une dame aussi, elle est de Duékoué, nous sommes tous des Guéré, on avait accepté ça* ». Que la dame s'acoquine au même monsieur pour les faire travailler cela n'a nullement éveillé leur soupçon : « *Vous aviez entièrement confiance?* » Armel répond : « *Entièrement confiance* ». Alors notre curiosité naturelle nous pousse à l'interrogation : « *Pourquoi?* » Avec un naturel quelque peu déconcertant, Armel nous dit : « *Parce qu'elle est Guéré comme nous!* »

Mais, par bonheur, la prééminence ethnique a ses limites qu'ignorait Madame. Après dix-sept jours de travail, ce fut la fin du mois et l'heure du partage sonna le glas de la triste collaboration. Armel explique : « *Elle nous a construit seulement un hangar ici. Nous aussi grâce à nos clients, on a eu à faire trois cent et quelques mille francs pour elle. Elle a partagé cette somme en trois parties. Deux parties pour elle et le monsieur et une partie pour nous autres* (une vingtaine de laveurs). *Nous aussi on n'a pas admet ça* ». Celle en qui les jeunes avaient cru découvrir une protectrice a finalement montré son vrai visage, leur signifiant par le geste que même les valeurs les plus sûres telles que la référence ethnique se perdent dans la ville.

Un autre jeune Guéré, Tiéblessou Martin, explique les raisons de sa venue au Banco : « *Ce sont, dit-il, les jeunes Guéré qui m'ont encouragé* ». De fait, sur 18 jeunes laveurs, 10 sont Guéré ; pour le reste il y a, selon Armel assisté des autres, 2 Baoulé, 2 ou 3 Abidji, 1 Bété, 1 Dida, 1 Malinké.

Allons-nous parler de tribalisme? Pas si vite! Si nous voyons dans le tribalisme l'exploitation, à des fins politiques, de l'appartenance et du sentiment ethniques exacerbés depuis la période coloniale et devenus moyens de gouvernement aujourd'hui dans maints pays d'Afrique, nous lisons au contraire dans le discours d'Armel une tentative de recréer l'atmosphère sécurisante du village. Se retrouver entre gens du même village ou de la même région, quoi de plus normal lorsque l'on vit dans une grande ville où le mélange d'individus de toutes sortes crée une promiscuité qui développe l'incompréhension et l'insécurité. Construire une nation demeure une œuvre de longue haleine.

A Paris au XVIII^e siècle le même spectacle s'offrait au regard perspicace de quelques intellectuels, mais

surtout à celui des gardiens de l'ordre : « *Lorsqu'ils s'abordent dans la rue, les habitants se reconnaissent d'emblée. La plupart des provinciaux venus se mêler dans la ville ont gardé leur accent; ils se regroupent, se retrouvent entre pays, parlent patois ou dialecte. Savoir le nom de l'autre à moins d'importance que reconnaître en lui un compatriote* » (1). Quel plaisir que de se regrouper entre gens de la même région et savourer la langue commune! Cette attraction mutuelle des compatriotes explique sans doute qu'ils pratiquent souvent le même métier. Louis-Sébastien Mercier nous en donne quelques exemples dans son Tableau de Paris : « *Les Savoyards sont décroisseurs, froisseurs et scieurs de bois; les Auvergnats sont presque tous porteurs d'eau; les Limousins maçons; les Lyonnais (...) crocheteurs et porteurs de chaises; les Normands tailleurs de pierres, paveurs et porte-balles, raccommodeurs de faïence, marchands de peaux de lapins...* » (2).

De même qu'aujourd'hui nous avons l'expérience des regroupements par habitat ou par quartier (quartier Dioula, quartier Appolonien, mosquée Sénégalaise...) où la vie dans les cours communes facilite l'inculcation des modèles culturels aux enfants et l'identification de l'individu au groupe d'origine, de même à Paris au XVIII^e siècle, afin de parer aux inconvénients de la cohabitation d'individus d'origines diverses, on aimait à ériger une sorte de mur entre soi, ses semblables et les autres. Ainsi, selon Louis-Sébastien Mercier, « les Savoyards logent dans des faubourgs; ils sont distribués par chambrées, dont chacune est dirigée par un chef ou vieux Savoyard, qui est l'économe et le tuteur de ces jeunes enfants, jusqu'à ce qu'ils soient en âge de se gouverner eux-mêmes » (2).

Similitude donc dans la naissance des petits métiers avec la conjoncture économique et l'appel des grandes capitales; similitude également dans la référence ethnique ou régionale; mais différence dans la créativité et les résultats de l'invention dont l'originalité se trouve dans le fait banal mais essentiel qu'Abidjan n'est pas Paris malgré l'ambition de certains planificateurs doublés d'assistants techniques prompts à résoudre les problèmes ivoiriens à la lumière des expériences européennes.

Ceux des Ivoiriens qui, à l'instar des petits laveurs, n'ont pas suffisamment emmagasiné de nourriture intellectuelle à l'école occidentale soit par insuffisance de soutien matériel, soit par difficulté à franchir le tamis trop fin de la sélection scolaire, soit enfin par répulsion naturelle..., ceux-là honorent particulièrement la Côte d'Ivoire dans la mesure où, livrés à eux-mêmes, ils se révèlent aptes à penser et à agir par eux-mêmes sans rien attendre de l'État philanthro-

(1) Arlette FARGE, *Vivre dans la rue à Paris au XVIII^e siècle*, Archives Gallimard-Julliard, Paris, 1979, p. 105.

(2) Éditions Maspéro-La Découverte, pp. 93-94.

pique dont la philanthropie ne s'exerce qu'à l'endroit des privilégiés devenus maîtres dans l'exploitation des rouages de cet État avec lequel ils se confondent volontiers : l'État c'est eux !

Livrés à eux-mêmes, nos jeunes laveurs sont écrasés par les préoccupations matérielles sous le poids desquelles ils se conduisent cependant en êtres pensants.

Sur huit personnes, quatre ont perdu leurs pères, ce sont :

Kouélou Robert (de Guiglo) qui dit avoir abandonné l'école au niveau Cours Moyen 2^e année pour n'avoir « pas été soutenu par les parents. Le vieux était totalement dépourvu d'argent » avant sa mort.

Blé Germain (de Bangolo) dont le père, retraité, est mort « tout récemment là, ça vaut même pas un mois encore, son corps se trouve à l'hôpital ». L'enterrement n'a pas encore eu lieu pour des raisons financières : « Comme c'est moi le premier fils, si comme j'étais, si comme j'avais une situation valable, je m'occupais de mon vieux. Mais c'est parce que je suis dans les problèmes et les problèmes sont augmentés avec conjoncture là ». A la question : « Pourquoi avez-vous quitté l'école », il répond : « C'est parce que mon papa est pauvre, il n'avait pas l'argent », et remarque très justement : « Tu sais à Abidjan, quand tu n'as pas d'argent pour mettre ton enfant à l'école, personne ne s'occupe de lui, raison pour laquelle j'ai chômé comme ça. Même papier que j'ai appris même, j'ai oublié d'autres même, tout est parti comme ça. » Du niveau Cours Élémentaire 2^e année, il semble être retombé dans l'analphabétisme puisqu'il affirme ne plus savoir lire le quotidien *Fraternité-Matin*.

Tieblesso Martin (de Duékoué) qui a perdu son père et sa mère et qui, par manque de moyens, a dû interrompre ses études au niveau Cours Moyen.

Enfin Yéou Blé (de Daloa) qui a pu poursuivre ses études jusqu'en classe de 5^e et qui a dû abandonner parce que, dit-il, « mon papa avait trépassé, il était mort en 1972, je n'avais plus de soutien. »

Ceux dont les parents vivent ne sont guère plus aisés :

Armél (de Bangolo), dont le père ancien postier vit au village depuis sa mise à la retraite, n'a pas eu la chance de fréquenter l'école. C'est le seul qui déclare être venu à ce métier « parce que le vieux ne (l'a) pas mis à l'école. »

Kouamé Kouakou (de Toumodi), qui a pu fréquenter l'école jusqu'en classe de 5^e, parle plus volontiers de ses tantes dont il attend, en vain, une aide : « ... j'ai demandé à mes tantes de me trouver du travail, elles n'ont rien pu faire. C'est là qu'un jour, je venais laver mon linge ici et j'ai vu que les jeunes se débrouillaient pas mal en lavant les voitures. Voilà pourquoi je suis venu travailler ici pour ne pas demander l'argent à la famille. »

Gouléi Antoine (de Duékoué) est le seul à avoir

quitté l'école au niveau du Cours Moyen sans motif apparent, ou plutôt par répulsion naturelle : « J'ai quitté l'école, en tout cas, disons la vérité, c'est de moi-même ma faute (...) j'ai quitté l'école comme ça, parce que ça ne me plaisait pas (...) Normalement rien ne m'a poussé. » Après avoir tâté de la couture durant trois ans, il explique le pourquoi de sa venue au lavage de voiture : « J'habite le Banco là, les amis viennent ici laver les voitures, je peux pas rester à la maison pour ne rien (faire), raison pour laquelle j'ai commencé à me débrouiller ici ». Ce qui laisse supposer que son père ne dispose pas de grands moyens.

Enfin Sidiki Bamba (d'Odienné), qui a interrompu ses études en classe de 5^e. Aîné d'une famille de neuf enfants dont le père, vieux, se trouve démuné, il se fait un devoir de prendre en charge ses parents et ses cadets en leur envoyant, au village, entre trente et quarante cinq mille francs suivant ses gains au Banco : « Mon père est vieux, nous sommes neuf enfants dont je suis l'aîné. C'est donc moi qui dois m'occuper de la famille. Si je reste comme ça sans rien foutre je crois que ma petite famille restera aussi dans une négligence ». A la question : « De quand date votre dernier envoi ? », il répond : « La dernière fois c'était en avril de cette année, mon vieux était venu puisque j'étais tombé malade, ça l'a obligé à se rendre ici. En partant j'étais obligé de lui donner 45 000 F pour pouvoir s'occuper de mes petits frères. »

Après ce tour d'horizon très éclairant sur la situation financière et le niveau scolaire de nos enquêtés, il ne nous reste plus qu'à présenter le film de leurs pratiques quotidiennes du métier.

Arrivés généralement très tôt à 6 heures sur leur lieu de travail, heure à laquelle bien des chauffeurs de taxi viennent faire laver leurs voitures, ils y restent jusqu'à 18 heures, consommant sur place à midi l'invariable plat de riz accompagné de sauces pour la somme de 50 F le repas.

Blé Germain nous explique comment est organisé le travail : « ... quand quelqu'un vient, une fois que tu laves sa voiture, il est devenu ton client. La prochaine fois c'est toi qui laves sa voiture, tout le monde est d'accord sur ça. D'où quand une voiture arrive pour la première fois ça chauffe, vous avez vu quand vous êtes arrivé tout à l'heure... » Chacun attend donc ses clients, et les absents ont tort car lorsque vous vous absentez, vous perdez vos clients au profit d'un autre laveur. En témoigne Blé Germain : « Moi j'ai perdu mes clients, parce que depuis que j'ai voyagé, à mon retour, j'ai perdu tous mes clients. » Bien sûr qu'il a pu se constituer une nouvelle clientèle quant aux voitures qui défilent sans cesse, mais il parle ici des camions-citernes qui sont rares et dont le lavage d'un seul rapporte la somme de 24.000 F. Dans ce cas, précise Blé Germain qui avoue ne pouvoir pas laver tout seul ce gros camion, « je prends des apprentis, des jeunes

frères comme moi. Après je peux les donner 1.000 F chacun, et puis ce qui reste, je mets ça sur moi, c'est comme ça.» Les voitures exigent deux types de lavage : le lavage simple qui coûte 500 F et qui consiste à laver l'extérieur de la voiture, et le lavage complet qui coûte 1.000 F et qui demande qu'on lave l'extérieur, l'intérieur et en dessous.

Une journée de travail rapporte généralement entre 7.000 F et 8.000 F quand on a assez de chance donc de clients ; cette recette tombe entre 1.500 F et 2.000 F quand la chance sourit moins au laveur. Il n'est donc pas étonnant que ces jeunes aient gagné et remis à Madame la protectrice indésirable plus de trois cent mille francs en dix sept jours de travail.

Un petit calcul rapide nous autorise à supposer qu'un laveur gagne en moyenne et en un mois autour de 110.000 F. En prenant dans le mois 10 jours fastes qui rapportent chacun 8.000 F, soit $8.000 \times 10 = 80.000$; et 20 jours néfastes qui ne rapportent que 1.500 chacun, soit $1.500 \times 20 = 30.000$, nous avons un total de $80.000 + 30.000 = 110.000$ F. Cependant l'attrait du salariat et l'incapacité à épargner poussent ces jeunes à l'OMOCI (Office de la Main d'Œuvre de Côte d'Ivoire) en quête de travail. Encore Blé Germain : « *Ce que je gagne je mets ça sur moi et puis je m'en vais chercher travail en ville. Chaque fois que je trouve mon transport, au moins un 2.000 F ou un 3.000 F, je mets ça sur moi pour aller chercher du travail. Si je trouve du travail et qu'à la fin du mois on me donne un 50.000 F ou un 40.000 F, je peux économiser dedans et puis passer mon permis (...)* En 1973 j'ai eu travail là-bas (à l'OMOCI), je travaillais comme jardinier à Cocody, on me payait 18.000 F. » A la question : « *Vous avez économisé combien jusqu'à présent?* » Blé répond : « *Mon argent? C'est-à-dire l'argent du Banco, une fois que tu gardes ça, après tu ne trouves rien ; alors tu finis de bouffer ça, tu finis de dépenser ça, après tu trouves encore de l'argent. Moi aussi vraiment ça m'a découragé même de faire économie encore, d'où je ne fais plus économie...* » Quant à Gouléi Antoine, en six ans de travail au Banco, il n'a pu économiser que 27.000 F. Sidiki Bamba est le seul à avoir ouvert un compte d'épargne dans une banque, il y verse mensuellement entre 20.000 et 25.000 F. Il est aussi le seul à avoir exercé deux métiers qui lui rapportaient 42.000 F de salaire dans un cas, et 45.000 F dans l'autre. Yéou Blé qui a été docker au port en 1977 ne gagnait que 8.000 par semaine, donc 32.000 F comme salaire mensuel ; il apprécie mieux le Banco, « *Un jour je passais ici, j'ai vu que c'était mieux qu'au port, ici en un jour on peut gagner 8.000 F, alors je suis resté.* »

A la lumière de l'expérience de Sidiki Bamba qui parvient à économiser, on peut dire que Blé Germain masque son incapacité à gérer sainement son avoir par une sorte de malédiction qui semble frapper

l'argent que lui procure son métier de laveur du Banco.

Le salaire le plus élevé étant les 45.000 que gagnait Sidiki Bamba comme responsable des emballages vides à la SOLIBRA, les jeunes laveurs devraient comprendre qu'il leur sera pratiquement impossible de trouver un métier qui puisse leur rapporter mensuellement autant que leur gain au Banco, c'est-à-dire un salaire voisin des 110.000 F auxquels nous avons estimé le fruit de leur travail en un mois. C'est que d'une part, à l'exception peut être de Sidiki Bamba, ils n'ont jamais fait cette estimation qui leur aurait donné à réfléchir ; et d'autre part, leur rêve à tous c'est de ressembler à leur modèle, ce jeune Voltaïque qui, après avoir été laveur comme eux, est devenu chauffeur de taxi avant d'être aujourd'hui propriétaire de son taxi. Comme par hasard, le jour de l'enquête, le jeune Voltaïque est venu faire laver sa voiture, tous me l'ont montré avec fierté, mais il a refusé de répondre à mes questions.

Être chauffeur, c'est le rêve de tous, sauf Kouamé Kouakou qui, tout en souhaitant pouvoir passer le permis de conduire, prépare « *le concours d'encadreur de pêche des Eaux et Forêts.* » Mais avoir le permis de conduire ne signifie pas automatiquement trouver du travail ! Sidiki Bamba rétorque : « *Oui d'accord, mais si j'ai un permis de conduire, le Bon Dieu peut me porter une aide afin de trouver une voiture facilement, puisque déjà nous avons une grande connaissance, et les transporteurs ou chauffeurs de gros camions ou taxis peuvent facilement nous trouver de quoi faire. Nous avons même des collègues qui ont eu leur permis et la clientèle leur a trouvé de quoi faire en ville. Pourquoi pas moi?* » Et Blé Germain ajoute : « *Je suis venu laver voiture ici pour apprendre à conduire. Nous tous qui êtes là on save conduire camion.* » Alors je lui demande de m'expliquer en quoi consiste l'apprentissage : « *Si on lave, par exemple on a trouvé un ancien (laveur), quand on travaille avec lui on l'envoie de l'eau, au fur à mesure on l'envoie de l'eau, au fur à mesure il nous apprend. Quand il conduit une voiture on monte dedans, on lui regarde ses gestes qu'il fait là, pour un homme qui est intelligent, le bonhomme toujours tu es avec lui, il fait des gestes sur voiture, tu remarques ça, un jour tu as eu pour toi à laver, bon, la manière que le lype fait tu peux faire la même manière, tu fais, vraiment tu déplaces la voiture, et puis tu dis : ah bon ! c'est comme ça on conduit voiture alors ! C'est fini.* »

Le Banco semble être un lieu de transit où l'on vient se débrouiller en se préparant à l'exercice d'un métier : « *Je suis venu là pour me débrouiller, trouver de quoi à manger et pouvoir supporter ma famille (...)* parce que je sais que là c'est un coin de repos pour tout le monde » déclare Sidiki Bamba. Seul Tieblessou Martin reconnaît que le lavage est un métier : « *... Quand je suis arrivé, moi-même je vois que je suis à l'aise. Parce que je ne demandais plus rien à personne, donnez-*

moi 5 F, donnez-moi 10 F, je ne faisais plus ça. J'ai vu que le lavage c'est un métier aussi. »

Animés d'un sentiment d'abandon et d'impuissance au départ du village, les jeunes laveurs ont progressivement appris la grande leçon de la ville d'Abidjan, à savoir qu'il ne faut compter que sur soi. Non seulement ils n'attendent rien ni des parents ni de l'État, mais avec Tiéblesso Martin nous lisons même

la détermination à se prendre en charge et la joie de pratiquer un métier qui, finalement, procure un sentiment d'indépendance et de liberté. Pour avoir subi l'esclavage du travail salarié au port, il apprécie plus que nul autre, l'autodiscipline et le plaisir d'être son propre patron.

*Manuscrit reçu au Service des Éditions de l'O.R.S.T.O.M.
le 18 novembre 1983*